

Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de mars à octobre 2022

Date de publication : 23 juin 2023

Mise en contexte

Avec la disponibilité des vaccins contre la COVID-19 en décembre 2020, la fin imminente de la pandémie, qui paralysait alors la planète entière depuis neuf mois, se profilait à l'horizon. Cependant, près de trois ans plus tard, le niveau d'alerte mondial sur la COVID-19 demeure élevé. La durée de la protection conférée par les vaccins contre la COVID-19 ne permet plus d'imaginer le développement d'une immunité collective à court terme¹. Le maintien de certaines mesures pour contrôler la crise sanitaire, incluant la recommandation de doses de rappel de vaccination, a eu pour effet de provoquer une certaine fatigue au sein de la population².

Ces trois années de pandémie ont également été marquées par la propagation de fausses informations, facilement relayées par les médias sociaux. Cette désinformation a eu un effet significatif sur l'évolution de la pandémie, en affectant notamment l'adhésion à la vaccination dans la population^{3,4}. De plus, le discours en défaveur des vaccins contre la COVID-19 s'étant intensifié depuis le début de la pandémie, certains experts s'inquiètent des conséquences que cela pourrait avoir sur l'acceptabilité de la population envers l'ensemble des vaccins. Des études montrent d'ailleurs une diminution de la confiance et un niveau d'hésitation plus élevé pour les vaccins en général depuis le début de la pandémie^{5,6}.

Depuis mars 2020, une analyse des conversations en ligne au Québec a permis de rendre compte de la teneur des discussions en lien avec les vaccins qui circulent dans les médias sociaux^{7,8,9,10}. Si cette analyse a pu mettre en évidence l'émergence d'une certaine forme de polarisation des opinions sur la vaccination contre la COVID-19, elle a également permis d'identifier les thématiques les plus discutées par les internautes du Québec.

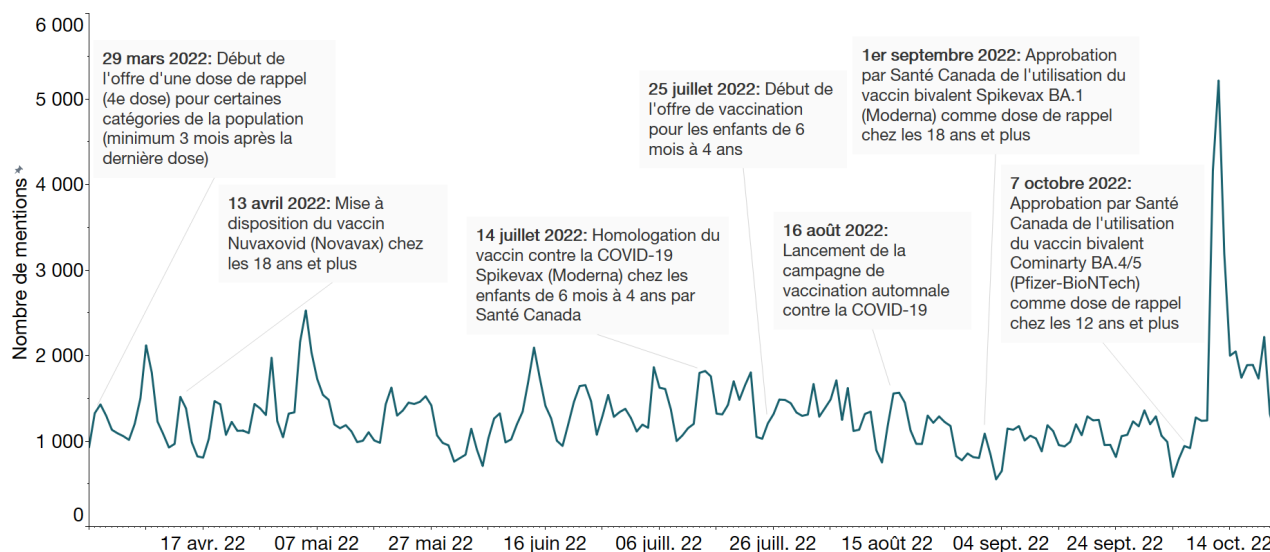
Ce feuillet présente, à partir de données colligées et analysées par une firme externe, l'évolution de différents thèmes portant sur la vaccination contre la COVID-19 qui ont été répertoriés dans les conversations en ligne pour la période couvrant le 28 mars au 23 octobre 2022. La présentation de la méthodologie se trouve à la fin du feuillet.

Résultats

Portait de l'évolution des conversations sur la vaccination contre la COVID-19

Le volume de conversations relatives à certaines thématiques en lien avec la vaccination contre la COVID-19 n'a pas connu de variations importantes au cours de la période du 28 mars au 23 octobre 2022, avec une moyenne quotidienne de 1 307 (figure 1). La tendance à la baisse du nombre de mentions quotidiennes observée à la fin de février 2022¹⁰ s'est stabilisée et a peu varié hormis lors de quelques moments clés. Ces dates ne sont néanmoins pas associées à des annonces ou des événements importants précis, contrairement à ce qui avait été observé durant les autres périodes^{7,8,9,10}. Il s'agit plutôt du résultat d'une addition de mentions abordant différents thèmes se rapportant à la vaccination.

Figure 1 Nombre de mentions quotidiennes pour les thèmes se rapportant à la vaccination contre la COVID-19 pour la période du 28 mars au 23 octobre 2022¹



¹ Figure présentant le nombre de mentions quotidiennes identifiées dans les médias sociaux pour les thèmes se rapportant à la vaccination (Vaccins contre la COVID-19, Vaccination et travailleurs de la santé, Effets secondaires des vaccins, Vaccins (général), Distribution des vaccins et accès, Passeport sanitaire) selon des moments clés de la vaccination contre la COVID-19 en langues anglaise et française pour la période du 28 mars au 23 octobre 2022.

Principaux thèmes des conversations portant sur la vaccination contre la COVID-19

EFFETS SECONDAIRES^a

Les effets secondaires associés aux vaccins contre la COVID-9 ont fait l'objet de plusieurs conversations au cours de la période, et ce, à chaque semaine. Ces conversations concernaient notamment les risques associés aux **vaccins à ARN messenger**. Une déclaration de l'Organisation mondiale de la Santé faite plus tôt en 2021 à propos de l'existence d'un lien probable entre l'administration d'un vaccin à ARN messenger et l'apparition de problèmes cardiaques, dont des cas de myocardites, a refait surface au cours du mois d'avril dans les médias sociaux. Par exemple, l'une des publications sur le sujet a suscité plus de

^a L'expression « effets secondaires » est utilisée dans ce feuillet afin de décrire les publications entourant les manifestations cliniques indésirables (MCI) qui ont été rapportées par les internautes suite à la vaccination. Cette expression est utilisée sans impliquer de lien causal avec les vaccins contre la COVID-19. Puisque cette expression est largement employée par les internautes dans les discussions en ligne, c'est celle qui a été retenue dans les feuillets.

2 000 engagements^b sur Twitter, signe que cette préoccupation était toujours présente près d'un an plus tard. Parmi les internautes ayant commenté cette publication, certains affirmaient que les risques de la vaccination étaient trop importants comparativement aux bénéfices et d'autres qualifiaient même le vaccin d'« expérimental ». D'autres publications sur Twitter (par ex., provenant de Rebel News Québec), ont également fait part d'inquiétudes concernant le risque de myocardite après avoir reçu un vaccin à ARN messenger. La publication de la liste des effets secondaires liés au vaccin à ARN messenger de Pfizer-BioNTech^c en mars 2022 a continué de faire réagir en ligne, des photos de la liste étant encore partagées en mai et certaines publications suscitant des niveaux d'engagements assez élevés. Dans ses efforts pour contrer les fausses informations sur les vaccins contre la COVID-19, un influenceur a repartagé une vidéo TikTok datant du début du mois de mars dans laquelle il expliquait la signification de cette liste. Plusieurs discussions sur des cas de myocardites possiblement en lien avec l'administration d'un vaccin à ARN messenger étaient également présentes durant la période. À la fin juillet, un internaute en faveur de la vaccination a rappelé sur Twitter que les personnes souffrant d'une myocardite présentaient des symptômes légers à modérés et qu'aucun décès n'était attribuable à un cas de myocardite survenu dans les suites de l'administration d'un vaccin (plus de 400 engagements). Un internaute partageant régulièrement du contenu pouvant être considéré comme complotiste a commenté cette publication en affirmant au contraire que des décès étaient survenus. Sa publication a généré deux fois plus d'engagements que celle du premier internaute (plus de 800 engagements). En septembre, les propos d'un médecin spécialiste admettant un risque de myocardite chez les personnes âgées de moins de 30 ans avec l'administration du vaccin contre la COVID-19 de Moderna a provoqué quelques réactions, dont celle d'un député du Parti populaire du Canada, qui se demandait depuis combien de temps les autorités de la santé publique étaient au courant de ce fait (plus de 475 engagements sur Twitter). Les commentaires étaient majoritairement négatifs, plusieurs exprimant de la colère face à cette information. Finalement, des internautes ont publié des informations s'apparentant à du contenu complotiste pour discuter des cas de myocardites, certains partageaient des statistiques non officielles ou des anecdotes suggérant des augmentations de cas de myocardites depuis le début de la campagne de vaccination. Sur Twitter, un utilisateur a partagé une vidéo dans laquelle un médecin américain reconnu pour avoir tenu des propos allant à l'encontre du consensus scientifique durant la pandémie affirmait que le taux de myocardites était passé de 4 à 25 000 (sur 1 million) suivant le début de la vaccination (plus de 2 500 engagements). Un médecin québécois a tenté de rétablir les faits en disant que, bien qu'une incidence accrue pouvait être observée chez les personnes âgées de 18 à 39 ans, aucune donnée ne démontrait l'existence d'un lien entre les myocardites et les décès d'origine cardiaque (100 engagements).

D'autres conversations sur les **effets secondaires portaient sur les vaccins contre la COVID-19 en général** et ne ciblaient pas un type de vaccin en particulier. Certains affirmaient que les risques de la vaccination surpassaient les bénéfices. Par exemple, pour illustrer son opinion à l'idée que les vaccins étaient néfastes, un internaute a publié en mai une liste (ne contenant aucun élément) d'effets secondaires qu'il expérimentait chaque jour en tant que personne non vaccinée (environ 550 engagements sur Twitter). Sa publication a semblé recevoir un appui de la part de plusieurs internautes, qui disaient être dans la même situation (non-vaccinés et ne ressentant aucun symptôme). En juin, la nouvelle selon laquelle le chanteur canadien Justin Bieber était atteint du syndrome de Ramsay Hunt, une forme de paralysie faciale attribuable au virus de la varicelle-zona, a été reprise par les détracteurs de la vaccination, qui suspectaient le vaccin contre la COVID-19 d'en être la cause. Dans le même sens, le décès du comédien Pierre Marcotte en juillet a alimenté les discussions sur les effets secondaires. Deux publications populaires sur Twitter (partagées plus de 500 et 270 fois) laissaient supposer un lien entre une 4^e dose de vaccin et son décès, bien que ces informations aient été démenties. Plus tard en août, deux études alléguant le fait que les vaccins contre la

^b L'engagement correspond au nombre de réactions (ex. : « J'aime » ou « J'adore »), de commentaires et de partages pour une publication donnée.

^c Document soumis par la compagnie pharmaceutique dans le cadre de sa demande d'homologation à la Food and Drug Administration (FDA). Le rapport énumérait une liste d'effets indésirables rapportés suite à l'administration du vaccin, sans relation causale démontrée ou confirmée.

COVID-19 affaiblissaient le système immunitaire ont été partagées par des internautes publiant fréquemment du contenu antivaccin. L'un d'entre eux a publié à l'effet que la « vérité était enfin sortie ». Sa publication a été partagée plus de 2 000 fois sur Twitter, bien que la validité de ces études ait été remise en question par plusieurs scientifiques. Finalement, à partir de la fin du mois d'août, une trame narrative en lien avec la reconnaissance de l'importance des effets secondaires en termes de nombre et de gravité s'est installée dans les conversations en ligne. En effet, différentes publications faisaient état du nombre de cas d'effets secondaires en lien avec les vaccins contre la COVID-19 rapportés sur le site web du gouvernement du Canada. Selon certains internautes, les quelque 50 000 manifestations cliniques inhabituelles déclarées à ce moment étaient largement sous-estimées et certains accusaient le gouvernement de mentir sur ces données. Une publication particulièrement populaire sur Twitter (plus de 5 300 engagements) reprochait d'ailleurs à la population qui allait se faire vacciner de ne pas prendre en considération le témoignage de « dizaines de milliers de personnes » ayant éprouvé des effets secondaires « graves ». Certains internautes semblaient en accord avec ces propos, bien que d'autres rappelaient que des études avaient démontré l'efficacité de la vaccination.

Les **effets secondaires rapportés uniquement chez les femmes** ont aussi généré plusieurs discussions, et ce dès le début de la période, alors qu'un supposé rapport faisant état d'un lien entre les vaccins contre la COVID-19 et des modifications du cycle menstruel était désormais disponible. Dans une publication Facebook, un groupe québécois de défense des droits et des libertés a critiqué les médias pour ne pas suffisamment parler de ce sujet, de même que l'absence d'écoute et d'ouverture de certains professionnels de la santé (près de 400 engagements). Divers témoignages ont circulé en ligne en lien avec des changements hormonaux chez la femme suite à la vaccination contre la COVID-19 (par ex., ménopause précoce, cycle menstruel dérégulé). Un article de TVA Nouvelles au sujet des changements dans le cycle menstruel est d'ailleurs devenu viral sur Twitter en juillet, avec plus de 3 500 engagements. Parmi les femmes ayant commenté la publication, plusieurs ont souligné que ces effets étaient connus depuis longtemps et qu'ils avaient été banalisés. Dans des publications sur le sujet, Rebel News Québec et Rebel News Canada ont d'ailleurs repris les propos d'un médecin datant de décembre 2021 et disant qu'il était encore « tabou » de mentionner que les vaccins contre la COVID-19 pouvaient entraîner des irrégularités au niveau du cycle menstruel. En octobre, quelques publications concernaient les résultats d'une étude confirmant un lien entre les vaccins contre la COVID-19 et les dérèglements du cycle menstruel. Des internautes ont réagi en partageant leurs propres expériences, alors que d'autres se questionnaient à savoir si une dose de rappel était recommandée en raison du lien démontré par l'étude.

Les **effets secondaires ont aussi été discutés par l'entremise de discours pouvant être considérés comme complotistes**. Tout au long de la période, des internautes ont partagé des anecdotes, des statistiques non officielles ou des théories du complot en lien avec les effets secondaires des vaccins contre la COVID-19, générant de hauts niveaux d'engagements. L'une des théories fréquemment observées stipulait que la COVID longue était en fait une excuse afin de camoufler les effets secondaires des vaccins. Un message publié au début mai sur Twitter sur ce sujet a d'ailleurs généré plus de 1 000 engagements. Si certains internautes semblaient en accord avec l'auteur de la publication, d'autres n'ont pas hésité à dénoncer ses propos. Ce même internaute a aussi tenté de démontrer les risques du vaccin de Pfizer-BioNTech en partageant une statistique selon laquelle le taux de mortalité associé à ce vaccin était supérieur à celui de la COVID-19. Bien que cette publication ait cumulé plus de 900 « J'aime », la majorité des personnes l'ayant commenté ont critiqué ses propos et le manque de sources pour les appuyer.

PASSEPORT VACCINAL ET AUTRES MESURES EN LIEN AVEC LA VACCINATION

Bien que l'abandon du passeport vaccinal afin d'accéder aux activités et services non essentiels date du 14 mars 2022, ce sujet est demeuré présent dans les conversations en ligne, quoique de façon moins importante qu'en 2021 ou encore au début de l'année 2022. De plus, le contenu publié sur le sujet au cours de la période générait généralement peu d'engagements de la part des internautes. L'un des

principaux sujets de conversation dans la semaine du 18 avril concernait les millions de dollars dépensés par le gouvernement du Québec pour mettre en place le passeport vaccinal. Des internautes étaient d'avis que les coûts réels étaient plus élevés puisque la liberté des individus était touchée. Le prolongement du port du masque dans les lieux publics faisait également craindre un retour du passeport vaccinal, particulièrement dans les suites des élections provinciales à venir. Une vidéo publiée sur TikTok à ce sujet a d'ailleurs cumulé plus de 3 400 visionnements. Dans cette même période, certains utilisateurs ont partagé leurs inquiétudes quant au fait que le passeport vaccinal pourrait mener à un programme d'identification numérique plus large.

À la fin du mois de mai, des discussions en lien avec le passeport vaccinal et les prochaines élections ont été recensées dans les médias sociaux, notamment en lien avec le statut vaccinal des candidats. La publication du chef du Parti conservateur du Québec affirmant que les candidats du parti n'allaient pas avoir à montrer une preuve vaccinale (212 engagements) a été partagée par plusieurs utilisateurs de la plateforme Twitter, la majorité soutenant la décision du parti. À l'été 2022, la situation en lien avec le passeport vaccinal dans certains pays d'Europe a trouvé écho dans les médias sociaux québécois par l'entremise d'un sentiment anti-passeport vaccinal exprimé dans plusieurs commentaires (par exemple, l'extension de l'utilisation du certificat vaccinal numérique par l'Union européenne, les protestations contre les restrictions et les passeports vaccinaux ailleurs dans le monde, le blocage du projet de loi sur le passeport vaccinal pour les voyageurs en France). À ce sujet, un groupe québécois de défense des droits a partagé une vidéo filmée à l'Assemblée nationale en France, faisant remarquer qu'un gouvernement minoritaire ne pouvait continuer le « cirque pandémique » (plus de 8 000 visionnements sur Facebook). Des publications contre le passeport vaccinal ont continué d'être présentes dans les médias sociaux dans la deuxième moitié de la période. Certains internautes ont rappelé que la vaccination demeurait un choix personnel, que le passeport était une mesure politique et punitive sans fondement scientifique et que celui-ci n'avait eu pour impact que « d'exclure » les non-vaccinés tout en blâmant les médias pour avoir alimenté la haine. L'information publiée par La Presse en août selon laquelle l'Unité permanente anticorruption (UPAC) avait remis une première série de constats concernant de faux passeports vaccinaux a suscité plusieurs engagements, incluant près de 500 commentaires, la plupart étant contre l'utilisation du passeport vaccinal d'emblée. D'ailleurs, la production et l'utilisation de faux passeports ont été discutées à nouveau en septembre, lors de l'arrestation d'un employé d'un CIUSSS, accusé d'avoir produit de faux passeports vaccinaux. Dans les commentaires, certains utilisateurs ont indiqué qu'il s'agissait d'une affaire criminelle, que l'on soit favorable ou non à la vaccination, mais d'autres ont suggéré que cet employé avait « sauvé des vies » et évité de violer la liberté civile.

À l'approche des élections au début de l'automne, des spéculations entourant un éventuel retour du passeport vaccinal ont été aperçues en ligne. En effet, des internautes croyaient que si le gouvernement caquiste était de nouveau élu, il n'allait pas hésiter à réimposer le passeport vaccinal. Certains associaient ainsi un vote pour la Coalition Avenir Québec (CAQ) à un vote pour le retour des mesures sanitaires, incluant le passeport vaccinal. Les propos du premier ministre François Legault en septembre stipulant qu'il ne prévoyait pas réintroduire le passeport vaccinal s'il était réélu, encourageant toutefois les Québécois à aller chercher une dose de rappel, a ravivé les discussions sur le sujet. Une publication Facebook du Parti conservateur du Québec contenant un extrait vidéo des propos de François Legault a d'ailleurs été vue plus de 5 000 fois. Plusieurs internautes interprétaient ses propos comme étant une porte ouverte au passeport vaccinal si les taux de vaccination n'étaient pas suffisamment élevés. Radio-Canada Info a également publié sur le passeport vaccinal sur Twitter et parmi les internautes ayant commenté la publication, plusieurs affirmaient que la vaccination rendait les gens davantage malades et que le passeport vaccinal n'avait pas lieu d'être.

Les **mesures restrictives pour les voyageurs non-vaccinés** ont aussi retenu l'attention en ligne, particulièrement dans la première moitié de la période. Des internautes ont notamment exprimé leur frustration de ne pouvoir quitter le pays en train ou en avion sans être vacciné, suggérant même que le Canada était le pays avec les restrictions les plus sévères. À la fin mai, l'appel de l'Association du transport

aérien international (IATA de l'anglais International Air Transport Association) à mettre fin aux restrictions pour les voyageurs non-vaccinés au Canada a été repris par plusieurs internautes, dont le chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, ajoutant que le virus n'est pas plus dangereux au Canada qu'ailleurs dans le monde (plus de 280 engagements sur Twitter). Le 20 juin, l'abandon du passeport vaccinal pour voyager à partir du Canada a été annoncé dans plusieurs médias, autant sur Facebook que sur Twitter. La nouvelle a été bien accueillie au sein des médias sociaux, plusieurs internautes étant soulagés que cette mesure qu'ils qualifiaient de « discriminatoire » soit enfin abolie. Cependant, d'autres dénonçaient le maintien de la preuve de vaccination pour les voyageurs entrant au pays (via l'application ArriveCAN). Ainsi, la fin de son utilisation le 1er octobre a généré plusieurs conversations, dont une publication sur Twitter avec un fort niveau d'engagements stipulant que l'arrêt de cette mesure était en lien avec l'inefficacité de la vaccination (près de 3 400 engagements).

Quoique plus marginales, quelques conversations en lien avec la **vaccination obligatoire** ont aussi été observées durant la période. De façon générale, les internautes exprimaient leur désaccord avec toute politique de vaccination obligatoire. Par exemple, à la fin avril, une publication Facebook du chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, au sujet de l'abandon de la politique de vaccination obligatoire de l'Université d'Ottawa a généré plus de 2 700 engagements, la majorité des personnes ayant commenté supportant la nouvelle. La politique en vigueur au sein de l'Armée canadienne a également fait réagir, alors qu'il a été annoncé en octobre que plusieurs centaines de militaires refusant de se faire vacciner avaient été licenciés. Plusieurs médias, dont Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec, City News MTL et CBC News, ont repris cette nouvelle. Si pour les deux derniers médias les commentaires étaient désactivés, ceux exprimés sous les publications du Journal de Montréal et du Journal de Québec appelaient les gens à « vivre et laisser vivre ». Au cours de la période, quelques publications exprimaient tout de même du soutien vis-à-vis les mesures en lien avec la vaccination, notamment pour des questions de sécurité.

EFFICACITÉ

L'efficacité des vaccins contre la COVID-19 a continué d'être au cœur des conversations en ligne. Au début de la période, de nombreux internautes ont confié avoir été infectés par le virus de la COVID-19, ou connaître quelqu'un qui a été infecté, malgré avoir reçu trois doses de vaccin. Selon eux, l'infection de personnes doublement ou triplement vaccinées prouvait l'inefficacité des vaccins contre la COVID-19, d'autant plus que selon certains, les symptômes ressentis par ces personnes pouvaient tout de même être graves malgré leur statut vaccinal. Ces anecdotes personnelles ont ainsi permis à certains internautes de se moquer de la vaccination et des personnes vaccinées. D'autres internautes affirmaient plutôt que les vaccins étaient inefficaces, car ils n'avaient pas permis de mettre fin à la pandémie « comme tout le monde l'espérait » (2 500 engagements sur une publication d'un internaute sur Twitter). Cependant, quelques commentaires positifs à l'égard de l'efficacité des vaccins contre la COVID-19 étaient tout de même présents dans les médias sociaux. Par exemple, un internaute n'a pas hésité à vanter les mérites de la vaccination en avril, qui a permis, selon lui, continuer à travailler et à vivre une vie normale (près de 1 600 engagements sur Twitter).

La présence grandissante du variant Omicron et de ses sous-variants a aussi contribué à alimenter les doutes quant à l'efficacité des vaccins contre la COVID-19 jusque-là disponibles. Par exemple, à la fin avril, le chef du Parti conservateur du Québec, Éric Duhaime, a pris la parole sur Twitter pour affirmer que les effets de la vaccination, dans le contexte de la 6e vague, étaient de plus en plus minimes et que la population était réticente à aller chercher une dose de rappel (733 engagements). Si certains internautes semblaient soutenir cette affirmation dans leurs commentaires, d'autres ont plutôt commenté l'absence de références appuyant ces propos. Les conversations sur ce sujet se sont poursuivies durant la période, notamment suivant la publication d'études portant sur l'efficacité des vaccins contre les variants de la COVID-19. Cependant, le nombre d'engagements est demeuré relativement faible. Des discussions plus larges sur les vaccins contre la COVID-19 et l'immunité ont également eu lieu durant la période, certains internautes continuant de promouvoir l'« immunité naturelle ».

D'autres conversations observées en ligne en lien avec ce sujet concernaient plutôt l'efficacité de la vaccination pour réduire la gravité des symptômes associés à la COVID-19. Par exemple, en mai, en réponse à une question posée par Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada sur Twitter portant sur l'efficacité de la vaccination, plus de 90 % des répondants ont mentionné croire que la vaccination prévenait les complications ou réduisait la gravité des symptômes de la COVID-19. Dans le même sens, une publication de La Presse à la fin juin résumant une étude ayant démontré que la vaccination contre la COVID-19 aurait permis d'éviter près de 20 millions de décès (plus de 1 100 engagements) a suscité de nombreuses réactions négatives, la majorité des personnes ayant commenté ne croyant pas aux résultats, qualifiant au passage l'étude de « fausse » ou encore de « blague ».

VACCINATION DES ENFANTS

Les conversations liées à la vaccination contre la COVID-19 des enfants âgés de 5 à 11 ans, particulièrement présentes dans les mois précédant la période, ont graduellement fait place à celles en lien avec la vaccination chez les moins de 5 ans. Les demandes d'autorisation soumises à Santé Canada par Moderna (en avril 2022) et par Pfizer-BioNTech (en juin 2022) pour l'administration de leur vaccin contre la COVID-19 chez les moins de 5 ans ont suscité des réactions généralement négatives dans les médias sociaux. Par exemple, un internaute a partagé sur Twitter son désaccord avec la vaccination chez les moins de 5 ans, arguant que ces enfants n'étaient pas à risque de complications de la COVID-19 et que le fait de leur administrer un vaccin « inefficace » constituait un « crime » (près de 6 500 engagements). Dans leurs publications en ligne, certains internautes cherchaient aussi à prouver l'inefficacité et la dangerosité des vaccins contre la COVID-19 chez les enfants, notamment en remettant en question les statistiques officielles de vaccination ou en partageant des données pouvant s'apparenter à de fausses informations (par ex., sur le nombre de décès attribuables à la vaccination chez les nourrissons). Parallèlement à ces conversations, d'autres publications, de nature plus positive envers la vaccination des plus jeunes, étaient aussi présentes en ligne durant la période. Certaines de ces publications mettaient notamment de l'avant les risques d'une infection à la COVID-19 sur le développement des tout-petits.

En juillet, l'annonce de l'approbation par Santé Canada du vaccin contre la COVID-19 de Moderna pour les moins de 5 ans a été reprise par plusieurs médias, dont CBC News (2 100 engagements sur Facebook). La majorité des commentaires sous cette publication exprimaient un manque de confiance envers les compagnies pharmaceutiques et des inquiétudes en lien avec les risques de la vaccination chez les enfants. Sur Twitter, des internautes partageant régulièrement du contenu pouvant s'apparenter à des théories complotistes ont aussi pris la parole, dont un affirmant que vacciner les enfants apportait « zéro bénéfice » (2 300 engagements). À la fin juillet, le début de la campagne de vaccination chez les 6 mois à 4 ans n'a pas semblé retenir de façon importante l'attention des internautes, ceux-ci ayant peu réagi aux différents articles de journaux faisant état du début de la campagne de vaccination et du faible engouement dans la prise des rendez-vous. Un article de La Presse a tout de même collecté près de 300 commentaires sur Facebook (pour plus de 600 engagements), plusieurs d'entre eux exprimant des critiques envers les parents qui acceptaient de faire vacciner leurs enfants. Les discussions sur les risques de la vaccination chez les jeunes enfants se sont poursuivies durant l'été incluant des discussions sur les risques de la vaccination chez les enfants âgés de plus de 5 ans, alors que le Comité consultatif national sur l'immunisation (CCNI) a émis une recommandation concernant l'administration d'une dose de rappel chez les enfants âgés de 5 à 11 ans ayant une condition médicale les mettant à risque de complications de la COVID-19.

En septembre, l'approbation par Santé Canada d'un deuxième vaccin pour les moins de 5 ans (celui de Pfizer-BioNTech) a généré moins de réactions que ce qui a été observé avec l'approbation du vaccin de Moderna (par exemple, 291 engagements pour la publication Facebook de La Presse). Encore une fois, l'inutilité et les risques de la vaccination chez ce groupe d'âge étaient les principales trames narratives observées dans les commentaires en lien avec cette annonce. Finalement, plus tard en octobre, des conversations portant sur la vaccination obligatoire des enfants ont été observées en ligne, suite à la

déclaration du gouverneur de la Floride affirmant que jamais il n'allait imposer la vaccination contre la COVID-19 chez les enfants. Les internautes ont exprimé leur appui au gouverneur et certains étaient d'avis que les autorités de santé publique, autant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rendre obligatoire la vaccination chez les enfants.

DOSES DE RAPPEL ET VACCINS BIVALENTS

Au début de la période, les conversations sur ce thème portaient principalement sur l'administration de la 2e dose de rappel (4e dose), alors que celle-ci devenait disponible de façon graduelle pour différents groupes d'âge. Une certaine lassitude vis-à-vis le nombre de doses à recevoir pouvait être observée dans les propos en ligne des internautes. Par exemple, sous une publication Facebook de TVA Nouvelles publiée en avril annonçant l'ouverture des rendez-vous pour les personnes de 60 ans et plus (près de 1 200 engagements), la plupart des internautes répondaient « non merci » et « assez c'est assez ». En mai, le même discours a été observé lors de l'annonce de la disponibilité de la 4e dose pour l'ensemble de la population âgée de 18 ans ou plus, avec plusieurs internautes ne semblant pas prendre au sérieux la vaccination contre la COVID-19.

Un peu plus tard dans l'été, les conversations ont migré vers la campagne de vaccination automnale contre la COVID-19. Déjà en juillet, les propos du ministre de la Santé Christian Dubé sur l'éventualité d'une 5e dose à l'automne avaient retenu l'attention des internautes, dont plusieurs affirmaient qu'ils ne recevraient pas une autre dose. La réception d'une dose de rappel du premier ministre François Legault, nouvelle reprise dans différentes publications en ligne, a généré un nombre important d'engagements au début du mois d'août (par ex., près de 6 000 engagements incluant 1 500 commentaires, sur sa propre page Facebook). Bien que plusieurs internautes affichaient leur soutien pour la vaccination dans leur commentaire, le nombre de réactions « Rire » surpassait les « J'aime ». Le lancement de la campagne de vaccination automnale contre la COVID-19, le 16 août, a de nouveau donné l'occasion aux internautes de se prononcer. Cependant, pour certaines publications sur le sujet, dont la diffusion du point de presse sur la page Facebook du premier ministre François Legault (plus de 29 000 visionnements), les commentaires étaient modérés ou désactivés. En lien avec les diverses publications entourant cette campagne, bien que certains internautes entrevoyaient positivement cette campagne, la plupart d'entre eux exprimaient une certaine fatigue entourant le nombre de doses à recevoir ou questionnaient la vaccination. En lien avec les doses de rappel, une trame narrative, présente sur Twitter suggérant qu'une 5e dose serait proposée afin de pallier à une prochaine vague de COVID-19 durant l'hiver a également été observée durant l'été, les principaux commentaires remettant en cause la vaccination et le rôle des médias dans le maintien de la peur face à un éventuel nouveau variant.

Le 1er septembre, la nouvelle de l'approbation par Santé Canada du vaccin bivalent de Moderna ciblant spécifiquement le variant Omicron a été reprise par plusieurs médias, dont La Presse et CBC News. Ces publications n'ont pas suscité un nombre très élevé d'engagements, la majorité des commentaires sur ces pages étant désactivés. Cependant, dans certains commentaires visibles sur les pages Facebook reprenant la nouvelle, les internautes exprimaient des opinions négatives à l'égard des vaccins. La mise à disposition de ce vaccin dans les centres de vaccination de la province dès septembre n'a également pas semblé interpeller les internautes, certains mêmes se moquant des termes utilisés par certains journalistes pour décrire ce vaccin (par ex., « très attendu »). Pareillement, l'approbation du vaccin bivalent de Pfizer-BioNTech ciblant certains sous-variants d'Omicron en octobre a aussi suscité des réactions moqueuses et sarcastiques. Certains professionnels de la santé ont tout de même pris la parole pour discuter de l'importance de recevoir une dose de rappel afin de conserver une bonne immunité et d'éviter les réinfections, bien que ces publications aient généré peu d'engagements.

Aussi en septembre, les propos du Dr Anthony Fauci, aux États-Unis, laissant suggérer que l'administration régulière d'un vaccin contre la COVID-19 allait être nécessaire dans le futur ont été relayés dans les médias sociaux. Une publication particulièrement populaire (plus de 3 000 engagements sur Twitter) mentionnait que, dans le contexte où les vaccins n'étaient pas efficaces, cela signifiait que la pandémie allait perdurer. À la fin

du même mois, le faible nombre de doses de vaccin contre la COVID-19 administrées quotidiennement au Québec a été abordé par certains médias, dont La Presse et TVA Nouvelles. Dans ces articles publiés sur Facebook, il était question de fatigue vaccinale, notamment en lien avec l'administration d'une 3e ou 4e dose. Dans les commentaires, les internautes semblaient confirmer ce sentiment de fatigue, alors que les discussions concernaient la faible gravité des symptômes de la COVID-19, l'inefficacité des vaccins à prévenir efficacement la transmission et le fait que certains avaient reçu leurs deux doses parce qu'ils s'étaient sentis obligés et qu'ils n'allaient donc pas recevoir une dose de rappel.

Finalement, en lien avec la poursuite de la vaccination contre la COVID-19, des internautes ont discuté de la stratégie employée et des coûts associés à la campagne de vaccination. Bien que plusieurs trouvaient ces coûts élevés, d'autres semblaient approuver la façon dont le gouvernement fédéral avait géré la vaccination jusqu'à maintenant.

CONVERSATIONS EN LIEN AVEC LE STATUT VACCINAL

Des conversations en lien avec le statut vaccinal ont été aperçues durant la période. D'un côté, différentes publications cherchaient plutôt à dénoncer la mauvaise opinion publique à l'égard des personnes non vaccinées. Par exemple, à la fin avril, le chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, a critiqué sur Facebook les résultats d'une étude affirmant qu'il était risqué, pour les personnes vaccinées, d'être en contact avec des personnes non-vaccinées (plus de 2 200 engagements). Parmi les internautes ayant commenté la publication, certains dénonçaient la discrimination à l'égard des non-vaccinés et la tentative employée pour cacher le fait que les vaccins ne fonctionnent pas. Les droits des personnes non vaccinées ont continué d'être sujets à débat au cours de l'été, notamment en raison du refus du joueur de tennis serbe Novak Djokovic de se faire vacciner, l'empêchant de participer à certains tournois. Des Québécois ont donné leur opinion sur sa situation, certains critiquant les règlements en vigueur et appuyant le joueur dans ses convictions. Cependant, plusieurs internautes en faveur de la vaccination ne semblaient pas éprouver de sympathie pour le joueur. En septembre, l'intervention d'une femme non-vaccinée se disant victime de discrimination lors d'une conférence de presse du premier ministre François Legault a aussi retenu l'attention dans les médias sociaux. Les publications sur le sujet ont toutefois généré peu d'engagements (par ex., un peu plus de 500 sous l'article du Journal de Québec sur Facebook). Si certains internautes ont dit appuyer la femme en question, d'autres avaient des réactions plus critiques envers elle.

À l'opposé, des publications exprimaient plutôt du soutien envers la vaccination contre la COVID-19. À l'été, l'arrivée des vacances et la menace d'une 7e vague à l'automne ont poussé certains experts scientifiques et professionnels de la santé à publier des messages positifs à l'égard de la vaccination ou encourageant la population à recevoir une dose rappel lorsqu'éligible. D'autres rappelaient aussi que la vaccination demeurait une des plus grandes découvertes de la médecine moderne et que la population ne mesurait pas suffisamment l'ampleur de son impact sur le nombre de décès évités en lien avec la COVID-19. Ces publications n'ont cependant pas semblé interpeller de façon importante les internautes. Le 7 septembre, une conférence de presse du directeur national de la santé publique au sujet de la campagne de vaccination automnale contre la COVID-19 a été diffusée sur la page Facebook du Devoir et vue par plus de 25 000 personnes. Bien que les commentaires étaient désactivés, les internautes ont tout de même exprimé leur point de vue via les réactions, la majorité exprimant de la moquerie ou de la colère. À la fin de la période, la nouvelle publiée dans La Presse faisant état d'une augmentation du nombre de doses de vaccins contre la COVID-19 administrées quotidiennement a suscité peu d'engagements de la part des internautes, bien que certains se soient moqués de cette statistique.

DISCOURS EN LIEN AVEC DES VACCINS AUTRES QUE CEUX CONTRE LA COVID-19

Au cours de la période, des vaccins autres que ceux contre la COVID-19 ont également retenu l'attention des internautes. Par exemple, en mai, à la suite des premiers cas de mpox rapportés au Québec, des conversations en lien avec la vaccination contre ce virus sont apparues dans les médias sociaux. La déclaration du gouvernement fédéral à l'idée qu'il envisageait l'envoi de doses de vaccins au Québec et la confirmation par les autorités provinciales de santé publique, quelques jours plus tard, de la mise à disposition du vaccin ont suscité de la confusion et des réactions moqueuses chez les internautes. Ainsi, certains se demandaient comment un vaccin pouvait déjà être mis au point contre un virus qui venait tout juste d'apparaître, alors que d'autres disaient, de façon sarcastique, attendre avec impatience le début de la campagne de vaccination. Au début juin, un article de La Presse mentionnant que plus de 500 personnes avaient reçu une dose du vaccin a généré environ 780 engagements. Plusieurs personnes ayant commenté la publication se questionnaient sur la nécessité de la vaccination puisque le nombre de cas demeurait relativement faible. D'autres croyaient plutôt que le déploiement de la campagne était causé par une « paranoïa » véhiculée par les « médias corrompus ». À l'été, alors que la vaccination se poursuivait, certaines discussions en ligne ont porté sur la stigmatisation des personnes touchées par cette maladie. Ainsi, des internautes s'inquiétaient que la peur d'être jugé ou stigmatisé en lien avec leur orientation sexuelle allait empêcher certains individus d'aller se faire vacciner. La stratégie de vaccination a aussi été discutée en ligne. Par exemple, une professionnelle de la santé très active dans les médias sociaux a critiqué à deux reprises la planification de la vaccination aux États-Unis, qui assurait avoir suffisamment de doses pour le nombre de cas envisagés, et rappelait l'importance de mettre au point une stratégie de dépistage, de traçage des contacts et d'isolement (l'une de ses publications a généré plus de 3 000 engagements sur Twitter). Plusieurs internautes semblaient en accord avec les propos de l'auteure et faisaient des comparaisons avec la COVID-19 et l'incapacité des autorités à contrôler la transmission. Cette même personne a aussi publié un message pour sensibiliser la population à l'idée que les enfants allaient bientôt être infectés et qu'il fallait s'inquiéter du fait que des cas allaient passer sous le radar puisqu'ils pourraient être considérés comme des cas de varicelle (près de 1 200 engagements sur Twitter). En août, des appels pour vacciner davantage d'individus ont été aperçus dans les médias sociaux, alors que le nombre de doses demeurait limité au pays. Finalement, en septembre, l'efficacité du vaccin contre la mpox a aussi été discutée, alors que de nouveaux essais cliniques débutaient aux États-Unis afin d'affiner le dosage du vaccin. Un article publié sur la page Facebook de La Presse à ce sujet a suscité peu d'engagements (186).

La **vaccination contre l'influenza** a également fait l'objet de conversations en ligne, particulièrement à l'automne. Plusieurs médias, dont La Presse et Le Devoir, ont rapporté sur Facebook le début de la campagne de vaccination prévue pour le 5 octobre. Ces publications ont généré respectivement plus de 680 et 620 engagements. Les commentaires exprimaient une certaine fatigue vis-à-vis la vaccination et plusieurs internautes ont dit ne pas avoir l'intention de se faire vacciner. Le fait que le vaccin contre l'influenza pouvait être administré au même moment qu'un vaccin contre la COVID-19 n'a pas semblé susciter de l'inquiétude chez les internautes, bien qu'un internaute ait rapporté que son médecin déconseillait l'administration simultanée des deux vaccins. Des personnes lui ont répondu que les enfants recevaient plusieurs doses lors de la vaccination de routine et que cela ne causait pas de problème. Un médecin a aussi rappelé sur Twitter l'importance de la vaccination contre l'influenza chez les personnes de 60 ans et plus.

De façon plus marginale, des conversations portant sur d'autres vaccins ont aussi été recensées durant la période. Par exemple, des cas rapportés de **poliomyélite** au Royaume-Uni et aux États-Unis à l'été ont poussé certains professionnels de la santé à discuter en ligne de la vaccination contre cette maladie. Ceux-ci ont notamment rappelé l'importance de la vaccination pour cette maladie. L'un d'entre eux a également mentionné le déclin des taux de vaccination contre la poliomyélite, attribuable selon lui à la désinformation entourant la vaccination contre la COVID-19 et la vaccination en général (150 engagements sur Twitter). La **vaccination contre la maladie de Lyme** a aussi été discutée dans les médias sociaux en ligne, notamment suite à un article de Radio-Canada Info rapportant le début d'essais cliniques pour un nouveau vaccin ciblant

cette maladie (près de 950 engagements sur Facebook). La compagnie pharmaceutique Moderna a également fait jaser, alors qu'elle a annoncé, en août, travailler sur **un vaccin combinant une dose de rappel contre la COVID-19, l'influenza et d'autres infections respiratoires**. TVA Nouvelles a rapporté sur Facebook l'annonce et les propos du président de Moderna, générant plus de 500 engagements. Plusieurs internautes se sont moqués de la comparaison faite par le président entre le développement de nouveaux vaccins et les mises à jour sur un cellulaire, alors que d'autres ont tout simplement réagi avec un « non merci ». En octobre, Moderna a de nouveau fait une annonce, cette fois en lien avec la recherche et le développement d'un **vaccin à ARN messager contre le cancer**. Sur Twitter, sous une publication de TVA Nouvelles à ce sujet, plusieurs internautes rapportaient ne pas avoir confiance en la compagnie ou encore en la vaccination.

DISCOURS CONTRE LES VACCINS

Des propos contre les vaccins, déjà présents dans les conversations en ligne depuis l'automne 2020, ont continué de circuler dans les médias sociaux. La plupart d'entre eux concernent les effets secondaires allégués aux vaccins contre la COVID-19 et ont décrits précédemment. D'autres trames narratives étaient cependant présentes au cours de la période, majoritairement véhiculées par des internautes réputés pour être contre la vaccination ou reconnus pour partager du contenu d'apparence complotiste. Par exemple, en mai, un internaute a rapporté sur Twitter les propos d'un médecin invitant la population à se mobiliser contre les vaccins, car ceux-ci causaient le cancer, suscitant un nombre élevé d'engagements (plus de 2 400). La suspension de deux professeurs de l'Université Laval ayant tenu des propos allant à l'encontre du consensus scientifique a provoqué, à la fin juin, de nombreuses discussions dans les médias sociaux. Certains journaux ont repris la nouvelle, dont La Presse (plus de 2 100 engagements, incluant 1000 commentaires sur Facebook) et Le Devoir (plus de 2 100 engagements, incluant 814 commentaires sur Facebook). La plupart des internautes ayant commenté ces articles étaient en désaccord avec la décision de l'université, plaidant la liberté d'expression. Certains y voyaient également une tentative de censure et le début d'une « dictature ». D'un autre côté, un influenceur du milieu médical a reproché à la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'universités (FQPPU) de défendre ces deux professeurs dans le contexte où ils avaient délibérément partagé de fausses informations sur les vaccins et les mesures sanitaires (295 engagements sur Twitter). Les commentaires étaient cette fois en faveur de la suspension des professeurs, plusieurs internautes affirmant que la liberté académique ne donnait pas le droit de véhiculer de la désinformation.

À la mi-juillet, un internaute a rapporté sur Twitter le décès d'un médecin anti-vaccin (plus de 1 200 engagements). Beaucoup de commentaires exprimaient de la reconnaissance face à ses efforts pour « prévenir » la population sur la dangerosité des vaccins. À la fin juillet, le décès de cinq médecins torontois a aussi retenu l'attention sur Twitter, alors qu'un internaute partageant régulièrement du contenu d'apparence complotiste a publié un message laissant sous-entendre que la vaccination contre la COVID-19 était en cause. Un autre internaute a dénoncé ses propos et présenté les causes réelles des décès, ces deux publications générant chacune plus de 1 100 engagements. Parmi les personnes ayant commenté, certaines invitaient les gens à faire leurs recherches avant de partager une information. D'autres, cependant, doutaient des faits présentés et continuaient de suggérer l'existence de liens entre les effets secondaires de la vaccination (par exemple, myocardites) et les décès rapportés.

Les conversations sur le degré de protection des vaccins contre la COVID-19 ont pris de l'ampleur à la mi-octobre, alors qu'un membre du Parlement européen a déclaré dans une vidéo que la compagnie pharmaceutique Pfizer-BioNTech avait caché le fait qu'elle n'avait jamais testé l'efficacité de son vaccin sur la prévention de la transmission. Cette déclaration a été reprise par Radio-Canada Info, qui a rappelé que l'objectif premier de la vaccination était d'éviter les formes graves de la COVID-19 et qu'il avait été testé en ce sens. Cet article a suscité peu d'engagements sur Facebook (environ 200), et la majorité des personnes ayant commenté exprimait leur accord avec les propos du parlementaire. Cette histoire a aussi été reprise sur Twitter, notamment par le Parti conservateur du Québec (plus de 1 700 engagements), où les commentaires

étaient plus mitigés, certains rappelant que le vaccin avait par la suite été démontré efficace pour prévenir la transmission. À la fin octobre, les compagnies pharmaceutiques ont de nouveau été critiquées par un internaute partageant régulièrement du contenu contre les vaccins, alors que selon lui, un vaccin contre la rougeole-rubéole-oreillon-COVID-19 était supposément en cours de développement. Sa publication a généré plus de 3 900 engagements, avec plusieurs commentaires appelant les parents à refuser la vaccination pour leurs enfants.

Les éclosions de mpox en mai 2022 ont également contribué au discours contre les vaccins, les internautes spéculant sur l'origine de celles-ci. Différentes théories ont circulé, notamment celles alléguant que la mpox était utilisée pour couvrir les effets secondaires des vaccins contre la COVID-19 ou que l'approbation d'un vaccin contre la variole au Canada en 2020 démontrait que les éclosions étaient préparées. Un influenceur du domaine médical a répondu aux détracteurs partageant ces théories et a rappelé que le « mouvement anti-vax » allait profiter de chaque opportunité pour propager la peur des vaccins (200 engagements sur Twitter). Dans le même sens, une experte en génétique a corrigé une fausse information circulant dans les médias sociaux affirmant qu'un variant de la mpox avait été créé par les individus infectés par les virus de la COVID-19 et de la variole.

D'autres théories pouvant être considérées comme complotistes concernaient les vaccins en général, celui contre la grippe et celui contre la poliomyélite. Par exemple, certains internautes suggéraient que les vaccins contenaient des protéines du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), que le vaccin contre l'influenza pédiatrique contenait des squalènes et que le vaccin contre la poliomyélite avait provoqué près de 500 000 cas de paralysie chez des enfants en Inde. Un internaute partageant régulièrement du contenu pouvant s'apparenter à des théories complotistes s'est également moqué en septembre du directeur national de santé publique, Dr Luc Boileau, en suggérant qu'il allait bientôt faire l'annonce d'un vaccin permettant de se protéger simultanément d'une douzaine de maladies, incluant la COVID-19, la variole du singe, la coqueluche et le scorbut (plus de 330 engagements). La plupart des commentaires se sont joints à la moquerie de son auteur tout en suggérant d'autres maladies, pour la plupart fictives, contre lesquelles le vaccin inexistant protégerait.

Finalement, certains internautes ont partagé leurs inquiétudes à l'idée que le mouvement anti-vaccin prenait de plus en plus d'ampleur, alimenté par les doutes quant aux vaccins contre la COVID-19. Certains ont d'ailleurs exprimé leur frustration envers les personnes contre les vaccins dans le contexte de résurgence de la poliomyélite dans certains pays.

Discussion

Entre mars et octobre 2022, la vaccination contre la COVID-19 a fait l'objet de plusieurs publications et discussions en ligne, mais de façon moins importante qu'antérieurement. La baisse amorcée à la fin du mois de février 2022¹⁰ s'est stabilisée, mais le nombre de mentions est tout de même demeuré relativement faible au cours de la période.

En effet, la période couverte par le présent feuillet n'a pas été marquée par de grandes annonces concernant la vaccination, la plupart des mesures sanitaires en lien avec celle-ci qui avaient engendré d'importantes discussions auparavant (par ex., passeport vaccinal, vaccination obligatoire) ayant été assouplies, voire abandonnées depuis. Néanmoins, certains événements en lien avec la progression de la campagne ont fait l'objet de discussion, tels que la vaccination des tout-petits et l'administration de doses de rappel. Ces deux thématiques ont d'ailleurs suscité des réactions majoritairement négatives de la part des internautes. Ceux-ci ont été nombreux à exprimer leur refus de la vaccination des jeunes enfants ou encore de l'administration d'une dose de rappel du vaccin contre la COVID-19. Concernant cette dernière, de nombreux commentaires exprimant une certaine fatigue ont été aperçus en ligne. Ces observations semblent se refléter de manière concrète dans la population québécoise. En effet, en février, l'un des sondages Web réalisés par l'INSPQ pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux indiquait que les deux tiers des parents sondés n'avaient pas l'intention de faire vacciner leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans, et ce près de six mois après le début de la campagne de vaccination chez ce groupe d'âge¹¹. De plus, 60 % des répondants n'ayant pas reçu une dose de vaccin contre la COVID-19 au cours des 5 derniers mois précédant le sondage affirmaient également ne pas avoir l'intention de recevoir une autre dose du vaccin prochainement¹¹. Ces résultats ont également été rapportés lors de groupes de discussion réalisés en novembre 2022, où les participants ont exprimé une certaine lassitude face à la campagne de vaccination qui se poursuit^{12,13}. Plusieurs études à l'international ont d'ailleurs fait état de ce sentiment de fatigue lié à la pandémie, sentiment qui amène les individus à délaissé les comportements préventifs, incluant la vaccination^{14,15}. Cependant, ces études ayant été réalisées en 2020 ou 2021, il est envisageable de considérer que ce sentiment de fatigue vaccinale n'a pu qu'augmenter de façon importante depuis notamment en raison des doses de rappel du vaccin.

Comme observé précédemment, cette analyse des discussions en ligne portant sur la vaccination contre la COVID-19 tend à démontrer la polarisation et la politisation du débat sur la vaccination. De façon générale, la pandémie de la COVID-19 a renforcé le clivage entre les individus en faveur de la vaccination et ceux en défaveur, notamment par la publication de contenu à connotation haineuse^d et le partage de fausses informations. Ces dernières sont demeurées très présentes au courant de la période. Bien que plusieurs théories d'apparence conspirationniste aient été observées en ligne, la désinformation entourant la sécurité des vaccins demeure probablement la plus importante¹⁶.

Afin de contrôler et de limiter la circulation de fausses informations sur les vaccins contre la COVID-19, plusieurs plateformes de médias sociaux ont entrepris des démarches au cours des dernières années. Ainsi, depuis le début de la pandémie, Facebook et Twitter ont bloqué et/ou supprimé des comptes détenus par des personnes partageant du contenu faux ou sensible. Facebook a également mis en place en mars 2021 un paramètre permettant de contrôler le contenu publié. Essentiellement, cela donne la possibilité, aux administrateurs de pages et de groupes, de restreindre ou de désactiver les commentaires sous une ou plusieurs publications. Face au nombre grandissant de commentaires haineux ou diffusant de la fausse information, de plus en plus d'administrateurs ont commencé à utiliser cette fonction. Cela a été observé durant la période couverte dans ce feuillet, alors que des médias et certaines figures d'autorité ont choisi de modérer les commentaires sous certaines de leurs publications. Cela a donc sans aucun doute eu un impact

^d <https://www.journaldemontreal.com/2021/04/21/menaces-de-mort-a-trudeau-legault-et-arruda-lhomme-plaide-coupable>;
<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1844733/homme-laval-arrestation-menaces-reseaux-sociaux-didulo-vaccination>

sur le nombre de mentions ou encore sur le niveau d'engagement de certaines publications. Bien que le bannissement de certains utilisateurs ou le retrait de commentaires peuvent effectivement limiter la diffusion de fausses informations, il s'agit de pratiques pouvant générer un effet contraire. En effet, les individus fortement hésitants face à la vaccination tendent à afficher des niveaux de confiance assez faible envers les autorités gouvernementales et les médias, à qui ils reprochent souvent un manque de transparence¹⁷. Le fait de leur retirer le droit de parole ou de censurer leurs propos peut donc les conforter dans leur position¹⁸. Certains proposent donc une approche en amont, soit d'utiliser les médias sociaux pour diffuser des informations fiables, combler les manques et, lorsque requis, démystifier les fausses informations en circulation. À titre d'experts, les autorités de santé publique et les professionnels de la santé devraient donc s'engager plus activement dans les conversations sur les vaccins contre la COVID-19 sur les plateformes en ligne¹⁹. Dans le récent rapport publié par le Center for Countering Digital Hate, il est d'ailleurs recommandé aux professionnels de la santé et aux responsables de la santé publique de tenter de s'adresser directement au public qui publie ou diffuse de fausses informations²⁰. Si certains ont effectivement pris la parole à plusieurs reprises durant la pandémie de la COVID-19 pour rétablir certains faits en lien avec les vaccins, le niveau d'engagements de leur publication est tout de même demeuré faible.

L'analyse approfondie des discussions en ligne en lien avec la COVID-19 depuis le début de la pandémie aura permis de mieux comprendre quelles ont été les principales préoccupations de la population québécoise face à la vaccination contre la COVID-19 et quels acteurs ont su générer le plus de conversations. Au fil du temps, l'analyse aura également permis de rendre compte de la polarisation grandissante entourant les vaccins contre la COVID-19 ainsi que des enjeux d'acceptabilité et de confiance, notamment dans le contexte d'une pandémie qui s'étire. Si, avant la COVID-19, les études démontraient qu'Internet et les médias sociaux étaient des sources importantes d'information sur la vaccination, cette veille médiatique sur les vaccins contre la COVID-19 confirme l'utilisation importante de ce type de médium par la population. Bien qu'elle demande l'allocation de ressources, la surveillance et la lutte contre la désinformation en temps réel sur des enjeux de santé publique, telle que la vaccination, devraient être une fonction essentielle de la santé publique. En plus d'exercer une surveillance, des stratégies devraient être élaborées pour assurer une présence en ligne plus importante, que ce soit au sujet de la vaccination contre la COVID-19 ou pour tout autre vaccin.

Méthodologie

Entre mars 2020 et octobre 2022, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a mandaté une firme d'intelligence artificielle (Marble Global)^e afin qu'elle réalise une analyse en continu du contenu public et de l'information circulant en ligne concernant la COVID-19, y compris les conversations en lien avec la vaccination. Les résultats recueillis par la firme étaient partagés par l'entremise de rapports produits sur une base hebdomadaire. Le descriptif détaillé de la méthodologie employée par la firme est disponible dans d'autres publications de l'INSPQ^{21,22}.

Les résultats présentés dans ce feuillet doivent être interprétés en tenant compte de plusieurs limites. Il convient de rappeler que les données incluses sont le fruit d'une analyse secondaire de données ayant été traitées en premier par une firme externe, qui au fil du temps, a modifié ses stratégies d'analyse. Bien que la procédure d'identification et d'analyse réalisée par l'équipe de l'INSPQ est demeurée la même depuis le premier feuillet publié en lien avec l'analyse des discussions en ligne au sujet de la vaccination contre la COVID-19, un biais de sélection est possible quant au choix des extraits ayant été retenus, d'autant plus en raison de la multitude de commentaires identifiés dans l'ensemble du travail d'analyse réalisé par Marble Global. De plus, en raison de cette abondance de résultats disponibles, des choix ont également été faits concernant ce qui a été rapporté dans ce feuillet. En ce sens, il est possible que des annonces ou des événements d'envergure plus ou moins grande n'aient pas été inclus dans ce feuillet. Les données colligées par la firme demeurent également incomplètes puisque l'accès à certaines données a évolué depuis, notamment en raison des paramètres de confidentialité et de sécurité des médias sociaux ainsi que des limites de l'extraction manuelle. C'est donc dire qu'il n'était pas possible d'accéder à l'ensemble des publications sur toutes les plateformes, notamment Facebook. Également, les plateformes alternatives (par exemple Gab.com) n'ont pas été incluses dans la veille. Certains individus ayant partagé de fausses informations ont vu, durant la pandémie, leur compte Facebook fermé et se sont tournés vers ces autres plateformes. L'analyse présentée dans ce feuillet ne mesure pas l'exposition des internautes à un commentaire ou à une discussion précise.

^e Il s'agit du contenu provenant des médias sociaux (ex., Twitter et pages publiques sur Facebook) et du contenu des médias traditionnels publié en ligne (pages Web des journaux, chaînes télévisées et radios).

Références

1. Aschwanden C. Five reasons why COVID herd immunity is probably impossible. *Nature*. 2021;591:520-522.
2. World Health Organization. Pandemic fatigue. Revigorating the public to prevent COVID-19. [En ligne]. Copenhague : World Health Organization; 2020. [cité le 17 février 2023]. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/335820/WHO-EURO-2020-1160-40906-55390-eng.pdf>
3. Loomba S, de Figueiredo A, Piatek SJ, de Graaf K, Larson HJ. Measuring the impact of COVID-19 vaccine misinformation on vaccination intent in the UK and USA. *Nat Hum Behav*. 2021;5:337-348. doi: 10.1038/s41562-021-01056-1.
4. Enders AM, Uscinski J, Klofstad C, Stoler J. On the relationship between conspiracy theory beliefs, misinformation, and vaccine hesitancy. *PLOS ONE*. 2022;17(10):e0276082. doi : 10.1371/journal.pone.0276082.
5. Siani A, Trater A. Is vaccine confidence an unexpected victim of the COVID-19 pandemic? *Vaccine*. 2022;40(50):7262-7269. doi: 10.1016/j.vaccine.2022.10.061.
6. He K, Mack WJ, Neely M, Lewis L, Anand V. Parental perspectives on immunizations: Impact of the COVID-19 pandemic on childhood vaccine hesitancy. *J Community Health*. 2022;47:39-52. doi : 10.1007/s10900-021-01017-9.
7. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de mars à décembre 2020. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/publications/3197-infodemie-vaccination-covid-19-conversation-en-ligne>
8. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de décembre 2020 à juillet 2021. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/publications/3210-infodemie-vaccination-covid-19-decembre-20-juillet-21>
9. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de juillet 2021 à novembre 2021. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/publications/3222-infodemie-vaccination-covid-juillet-novembre2021>
10. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de novembre 2021 à mars 2022. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/publications/3260-infodemie-vaccination-covid-19-conversations-novembre-21-mars-22>
11. Dionne M, Dubé E, Hamel D, Rochette L, Tessier M. Pandémie et vaccination contre la COVID-19 — 7 février 2023. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2023. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/sondages-attitudes-comportements-quebecois/vaccination-7-fev-23>
12. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. COVID-19 — Acceptabilité de la vaccination des enfants québécois âgés entre 6 mois et 4 ans. [En ligne]. Québec; Institut national de santé publique du Québec; 2023. À paraître.
13. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. COVID-19 — Acceptabilité d'une dose de rappel chez les adultes québécois. Québec; Institut national de santé publique du Québec; 2023. À paraître.

14. Bodas M, Kaim A, Velan B, Ziv A, Jaffe E, Adini B. Overcoming the effect of pandemic fatigue on vaccine hesitancy – Will belief in science triumph? *J Nurs Scholarsh*. 2023;55(1):262-271. doi: 10.1111/jnu.12778.
15. Petherick A, Goldszmidt R, Andrade EB, Furst R, Hale T, Pott A, et al. A worldwide assessment of changes in adherence to COVID-19 protective behaviours and hypothesized pandemic fatigue. *Nat Hum Behav*. 2021;5(9):1145-1160. doi: 10.1038/s41562-021-01181-x.
16. Burki T. The online anti-vaccine movement in the age of COVID-19. *Lancet Digit Health*. 2020;2(10):e504–e505. doi : 10.1016/S2589-7500(20)30227-2.
17. Lazarus JV, Wyka K, White TM, Picchio CA, Rabin K, Ratzan SC, et al. Revisiting COVID-19 vaccine hesitancy around the world using data from 23 countries in 2021. *Nat Commun*. 2022;13:3801. doi: 10.1038/s41467-022-31441-x.
18. Zhao S, Hu S, Zhou X, Song S, Wang Q, Zheng H, et al. The prevalence, features, influencing factors, and solutions for COVID-19 vaccine misinformation: systematic review. *JMIR Public Health Surveill*. 2023;9:e40201. doi: 10.2196/40201.
19. Hernandez RG, Hagen L, Walker K, O'Leary H, Lengacher C. The COVID-19 vaccine social media : healthcare providers' missed dose in addressing misinformation and vaccine hesitancy. *Hum Vaccin Immunother*. 2021;17(9):2962-2964. doi: 10.1080/21645515.2021.1912551.
20. Center for Countering Digital Hate. The anti-vaxx playbook. [En ligne]. Washington : Center for Countering Digital Hate; 2020. [cite le 17 février 2023]. Disponible : <https://counterhate.com/research/the-anti-vaxx-playbook/#about>
21. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Aperçu des conversations en ligne durant la pandémie de la COVID-19 de mars à décembre 2020. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : <https://www.inspq.qc.ca/publications/3198-aperçu-conversation-en-ligne-covid-19>
22. Gagnon D, Dubé E, Pelletier C. Aperçu des conversations en ligne durant la pandémie de la COVID-19 de janvier à décembre 2021. [En ligne]. Québec : Institut national de santé publique du Québec; 2022. [cité le 17 février 2023]. Disponible : À paraître.

Infodémie et vaccination contre la COVID-19 au Québec — Aperçu des conversations en ligne de mars à octobre 2022

AUTEURES

Dominique Gagnon

Ève Dubé

Institut national de santé publique du Québec

Catherine Pelletier

Centre de recherche du CHU de Québec — Université Laval

SOUS LA DIRECTION

Ève Dubé

Institut national de santé publique du Québec

RÉVISION

Maryline Vivion

Institut national de santé publique du Québec

Benjamin Malo

Centre de recherche du CHU de Québec-Université Laval

MISE EN PAGE

Virginie Boué

Institut national de santé publique du Québec

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

© Gouvernement du Québec (2022)

No de publication : 3346

**Institut national
de santé publique**

Québec 